



Campagne « laïcité » de Blanquer : un flop et des affiches à la poubelle

Un mois après le lancement de l'opération par le ministère de l'éducation nationale, nombre d'établissements scolaires n'ont toujours pas accroché les fameuses affiches. Retour sur une déconfiture. Une campagne « faite pour unir » avait lancé Jean-Michel Blanquer, fin août, en présentant huit affiches censées « promouvoir la laïcité » à l'école « Permettre à Sasha et Neissa d'être dans le même bain, c'est ça la laïcité » « Permettre à Milhan et Aliyah de rire des mêmes histoires, c'est ça la laïcité » etc. Un mois plus tard alors que ces posters ont été diffusés dans toutes les écoles, les collèges et les lycées de France, nombre de chefs d'établissement ont fait le choix de ne pas les installer, a constaté Mediapart.

D'emblée, des critiques avaient surgi pour dénoncer, derrière un message a priori bon enfant une certaine « confusion » des concepts, voire un « dévoiement raciste » – I es enfants d'immigrés pouvant apparaître comme les principaux obstacles à la laïcité.

À l'arrivée, « j'ai bien reçu les affiches, mais elles sont restées dans leur enveloppe », confie le directeur d'une école primaire REP+ de Nîmes (Gard). L'homme, qui n'est pas syndiqué, a pris sa décision après en avoir discuté avec ses collègues.

« C'est beaucoup d'argent dépensé de façon inutile, parce que la laïcité, ce n'est pas ça pour nous. Prendre la petite fille d'origine maghrébine comme étant musulmane ou comme ayant un problème pour mettre un maillot de bain, c'est très cliché. Nous nous sentons en décalage avec cette campagne », poursuit l'enseignant, qui non seulement émet de sérieux doutes quant à son efficacité, mais redoute aussi un effet boomerang. « Dans nos quartiers, l'islam politique est un vrai problème, je ne le nie pas, mais cela ne concerne qu'une population minoritaire. Pour l'instant, on arrive à travailler sur tout ça par petites touches, et j'ai peur qu'en affichant ces images, au contraire, on mette le feu aux poudres. »

Dans un collège des quartiers nord de Marseille (Bouches-du-Rhône), une principale non syndiquée les juge « hors sujet » « Et d'autant plus en REP+, où je n'ai cessé de lutter contre ces préjugés dont sont victimes nos élèves. »

Même son de cloche dans un collège de Neuilly-sur-Marne Seine-Saint-Denis, où plus de 400 élèves répondent à l'appel chaque matin. « Je vous avoue que je les ai mises à la poubelle, lâche le principal, engagé auprès du SNPDN, syndicat de personnels de direction affilié à la FSU. J'ai rangé le petit guide républicain dans la bibliothèque, mais je ne vais pas garder les choses sans intérêt. Il y a des moments où les bras m'en tombent. »

Plus souples, d'autres ont fini par les installer, mais sans grande conviction. Regrettant une « polémique inutile », le principal d'un collège de Caen, qui avoisine les 1 000 élèves, s'avoue dubitatif quant à la portée de cette campagne. « Ces affiches ne me choquent pas, mais si on pense que c'est en affichant ce genre de choses que les élèves capteront le message, on se trompe. Si cinquante élèves les ont lues, je pense que c'est le bout du monde. Que j'affiche ou pas, cela passe totalement inaperçu. »

Cette campagne n'est pas entrée dans les établissements.

Sophie Vénétiay, secrétaire nationale du Snes-FSU

Depuis son collège de La Rochelle (Charente-Maritime), où elle officie comme principale adjointe, Audrey Chanonat juge que ces slogans nécessiteront « un très long travail de décryptage » « Et il va justement falloir expliquer pourquoi la laïcité ne peut pas être



raccourcie en un slogan » , ajoute cette secrétaire nationale du Snpdn-UNSA, le principal syndicat de chefs d'établissement.

Loin d'être marginales, toutes ces réactions seraient symptomatiques du malaise ambiant, selon le Snes-FSU, principal syndicat d'enseignants. « Cette campagne n'est pas entrée dans les établissements résume Sophie Vénéitay, sa secrétaire nationale. On l'a analysé e comme quelque chose qui peut être un problème plus qu'autre chose. On fera ce que l'on sait faire : former les élèves sur un temps long, et pas juste sur une campagne de com'. »

Du côté de la Vigie de la Laïcité, fondée par Jean-Louis Bianco et Nicolas Cadène (anciens responsables de l'Observatoire de la laïcité), on compatit. « Je peux comprendre que les enseignants soient très gênés de mettre ces affiches. Derrière l' a priori jovial et tolérant, il y a une réassignation des élèves à leur identité » , déplore encore u n membre de l'équipe.

Autant de « maladresses » qui ont même fait bondir une partie du Conseil des Sages, mis en place par le ministère de l'éducation e n 2018, et sur lequel Jean-Michel Blanquer semble avoir fait l'impasse pour cette campagne programmée à la va-vite. « C'est une occasion manquée » , confie l'un des membres, sous couvert d'anonymat. « On nous a dit qu'elle avait été faite dans l'urgence. Mais on a été tellement vite qu'on a manqué la cible , poursuit- il On le regrette fortement, on l'a fait savoir au ministre. »

Sur son blog, Catherine Kintzler, professeure honoraire de philo sophie et membre du Conseil, fulmine « Non seulement ces huit affiches sont selon toute probabilité issues d'un travail mené en comité restreint , non seulement elles font écran, en s'imposant de manière tapageuse, aux documents autrement réfléchis et durables (on l'espère) que je viens de citer [c o mme le vade-mecum de la laïcité à l'école – ndlr] mais encore elles véhiculent une vision de l'école à laquelle je ne cesse de m'opposer depuis bientôt 40 ans » argue-t-elle, tranchante.

Un désaveu massif en somme, qu'après coup le ministère entend... Il aurait même prononcé quelques excuses à demi-mot. « Le ministère nous a dit : “Désolé, ça a été fait dans l'urgence. On aurait dû...” Mais je n'en prends pas ombrage » , assure le Sage Iannis Roder, plutôt séduit, pourtant, par l'angle « positif » des affiches.

R este à connaître le coût de ce flop... Questionnés, ni le ministère de l' é ducation nationale ni le s ervice d' information du gouvernement n'ont s ouhaité nous répondre.

